JEAN-PAUL FITOUSSI

Le théorème du lampadaire



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Le Théorème du lampadaire

Tout est déraisonnable dans ce qu'il advient du monde aujourd'hui : plus de cinq ans de stagnation, bondissement du chômage et de la précarité, déclin des classes moyennes, explosion des inégalités…

Mais d'où vient cette déraison et d'où vient que l'on s'en accommode ?

Ce livre est une invitation au voyage dans les territoires que nous avons entraperçus durant les crises qui se sont succédé depuis 2007-2008 : la crise de la théorie économique, la crise financière mondiale, la crise bancaire, la crise européenne des dettes souveraines, celle enfin de nos systèmes de mesure.

Avec un constat accablant : nous affrontons l'avenir les yeux rivés sur les cercles de lumière qui nous viennent du passé ! Nous ne pouvons rien trouver sous ces lampadaires-là s'ils n'éclairent pas les temps présents. Nos théories économiques – invalidées à plusieurs reprises par les faits – et nos politiques fixées sur les objectifs qui en découlent – stabilité des prix, concurrence, soutenabilité de la dette – ne parviennent plus à rendre compte du réel ni à répondre aux besoins des populations.

Ce livre est également un appel à donner davantage de poids à l'exigence d'égalité sans laquelle nos démocraties dépérissent, nos économies dysfonctionnent et le bien-être des peuples se réduit comme peau de chagrin.

ISBN : 978-2-918597-45-2
© Éditions Les Liens qui Libèrent, 2013
Illustration de couverture : © Getty Images.

Jean-Paul Fitoussi

Jean-Paul Fitoussi est professeur émérite à Sciences-po Paris, professeur à l'université LUISS de Rome, directeur de recherche à l'OFCE et membre du Center on Capitalism and Society de l'université de Columbia. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Mismeasuring Our Lives : Why GDP Does Not Add Up*, avec Joseph Stiglitz et Amartya Sen.

Du même auteur

La nouvelle écologie politique, avec Eloi Laurent, Le Seuil, 2008.

La politique de l'impuissance, Arléa, 2005.

L'idéologie du monde, chroniques d'économie politique, l'Aube, 2004.

La démocratie et le marché, Grasset, 2004.

EDF, le marché et l'Europe, Fayard, 2003.

La règle et le choix, Le Seuil, 2002.

Le nouvel âge des inégalités, avec Pierre Rosanvallon, Le Seuil, 1996.

Le débat interdit, Arléa, 1995.

La désinflation compétitive, le mark et les politiques budgétaires en Europe, avec Anthony B. Atkinson, Olivier J. Blanchard, John S. Flemming, Edmond Malinvaud, Edmund S. Phelps, Robert M. Solow, Le Seuil, 1992.

Le fondement microéconomique de la théorie keynésienne, Cujas, 1974.

Inflation, équilibre et chômage, Cujas, 1973.

Jean-Paul Fitoussi

Le Théorème du lampadaire

Éditions Les Liens qui Libèrent

© Éditions Les Liens qui Libèrent, 2013
ISBN : 978-2-918597-45-2

Pour Annie

Introduction

Nous vivons des temps déraisonnables où la plus grande misère côtoie la plus grande richesse, où chaque pays devient un modèle réduit du monde, fracturé en différents niveaux de pauvreté. Une partie, encore faible mais croissante, de la population des pays développés est en danger. Elle accède difficilement aux soins, dépend de la charité pour se nourrir, se vêtir ou se loger. Le nombre de travailleurs pauvres ne cesse de grandir, qui vivant dans sa voiture, qui occupant des logements insalubres. Est-ce à dire que nos systèmes ne sont plus à même d'assurer la survie de toute la population ? Que, dans nos pays du « Nord du monde », nous sommes en train de résoudre par l'absurde le problème des retraites et des dépenses de santé, certaines maladies n'étant plus soignées au-delà de 60 ans ?

La colère me fait probablement exagérer. Elle est à la mesure de la résignation qui semble gagner nos gouvernants, mais aussi nous-mêmes, qui ne sursautons plus quand nous voyons voisiner, dans les espaces publicitaires

télévisés, des réclames pour des produits de luxe et des messages pour nous inciter à soutenir des programmes d'aide alimentaire.

Tout est donc déraisonnable dans ce qu'il advient du monde aujourd'hui : le niveau d'inégalité, celui du chômage, la masse des carrières interrompues, le nombre étonnant de celles qu'il est impossible d'entamer, de celles qui s'échouent à quelques années de la retraite, l'énormité des fortunes accumulées, l'obscénité de certaines rémunérations, l'insécurité généralisée dans les pays riches.

Sommes-nous devenus plus égoïstes, ou nous sommes-nous habitués à cette évolution de notre environnement, ayant perdu l'espoir de pouvoir en changer ? Il y a un peu des deux dans notre nouveau contrat social. De toute évidence, il fait la part de plus en plus belle à la concurrence, restreignant toujours davantage celle de la coopération [1]. Mais si nous acceptons aujourd'hui ce qui nous paraissait inacceptable hier, c'est aussi parce qu'on nous répète à l'envi qu'il n'est pas d'autre chemin possible. On pare celui que nous empruntons des atours de la modernité, faisant ainsi apparaître toute résistance comme un archaïsme, un refus coupable de s'adapter.

L'apogée de la déraison est la rationalisation de ces événements. Le comportement du « fou rationnel » de Sen le montre bien : « Pouvez-vous m'indiquer le chemin de la gare ? me demanda-t-il. – Par ici, lui dis-je, lui montrant la poste, et pourriez-vous poster cette lettre sur votre chemin ? – Oui, me répondit-il, déterminé à l'ouvrir au cas

1. Dans *Le Débat interdit* (Arléa, 1995), j'avais montré comment une telle évolution affectait les solidarités et remettait en cause, chez les salariés eux-mêmes, un contrat social qui jusque-là limitait les tendances inégalitaires du marché du travail.

où elle contiendrait quelque chose de valeur[1]. » La théorie pure des marchés concurrentiels suggère ainsi que les personnes ne sont honnêtes que dans la mesure où elles ont des incitations économiques à l'être[2]. Et les comportements sur les marchés financiers, tels que révélés, notamment, par les auditions au Congrès américain de présidents de grandes banques, ne semblent pas avoir été très éloignés de ceux caricaturés par Sen.

D'où vient cette déraison, et d'où vient que l'on s'en accommode ? Peut-être ne veut-on rien voir de ce qui se trame loin de la lumière des lieux de pouvoir. La crise se perçoit de façon moins aiguë dans les grandes capitales du monde, où cela fait déjà longtemps que l'évolution du prix du mètre carré a rendu les populations plus homogènes.

L'histoire de la personne qui cherche ses clefs sous un lampadaire non pas parce qu'elle les a perdues là, mais parce que c'est le seul endroit éclairé de la rue, est presque universellement connue. D'ordinaire, les histoires drôles ne sont pas intelligibles partout. L'humour traverse rarement les frontières et reste, en général, nationalement connoté. Peut-être s'agit-il ici d'un trait inhérent à la nature humaine : chercher à y *voir clair*, que l'on parle de vision ou de réflexion. Ce livre se réfère aux deux : il traite de ce qui est en pleine lumière, les idées et les concepts qui constituent autant de lampadaires que nous avions allumé dans le passé, précisément pour y voir clair.

1. Amartya K. Sen, « Rational Fools : A Critique of the Behavioral Foundations of Economic Theory », *Philosophy & Public Affairs* (Basil Blackwell), vol. 6, n° 4, été 1977, p. 317-344.

2. Cf. L. Johansen, *The Theory of Public Goods : Misplaced Emphasis*, University of Oslo, Institute of Economics, 1976.

« Plus la science progresse, mieux elle comprend pourquoi elle ne peut aboutir », écrivait Claude Lévi-Strauss. C'est que la pénombre demeure imprécise et l'obscurité impénétrable. Or c'est nous qui choisissons ce qu'il convient d'éclairer, les phénomènes qu'il convient d'analyser, les métriques qu'il convient d'utiliser, les objectifs qu'il convient de poursuivre. Mais si des phénomènes nouveaux apparaissent, ou si d'autres que nous pensions appartenir au passé resurgissent, et si nos métriques ne sont plus adaptées pour les saisir, alors nous perdons toute chance d'y voir clair. Et lorsque nous ne comprenons plus ce qu'il advient, nos décisions sont le plus fréquemment erronées.

Si les objectifs que la politique économique met en pleine lumière ne sont pas ceux qui importent vraiment pour les sociétés, nous n'aurons aucune chance de comprendre pourquoi le fait de les avoir atteints ne résout nullement le problème initial. Ce que j'appelle le *théorème du lampadaire* renvoie à ce type d'impossibilité. Certes, dans l'histoire drôle, on comprend d'emblée que la personne n'a aucune chance de retrouver ses clefs, puisqu'elle ne les a pas perdues sous le lampadaire. Mais le théorème va un peu plus loin : nous pouvons choisir ce que nous voulons éclairer – c'est nous qui déterminons l'emplacement des lampadaires. Et si nos choix ne sont pas pertinents, nos recherches seront infructueuses. Dans le domaine de l'action politique, cela peut avoir de graves conséquences, car les erreurs peuvent se cumuler – erreurs dans la définition de l'objectif, dans sa mesure, dans le choix des instruments utilisés en fonction des fins poursuivies, c'est-à-dire de la théorie ou de la doctrine qui présidera à l'action.

Longtemps, les pouvoirs publics, suivant la pensée dominante, ont braqué les projecteurs sur la stabilité des prix comme objectif de la politique économique – elle était supposée de surcroît nous permettre d'atteindre la plus forte croissance du PIB – et sur la théorie des marchés concurrentiels pour légitimer leur action. On sait ce qu'il advint. La stabilité des prix se révéla compatible avec la plus grande des instabilités macroéconomiques et financières. La croissance du PIB fut concomitante d'une profonde détresse sociale, et la déréglementation des marchés fut un prélude à leur plus grave dysfonctionnement depuis la crise des années 30. C'est que l'on n'avait pas allumé les bons lampadaires et que l'on cherchait à agir à partir d'une représentation théorique du monde qui n'avait que peu à voir avec le monde réel, en nous fixant des objectifs relativement mal mesurés (le PIB, par exemple) et qui n'étaient pas vraiment ceux qui importaient pour les sociétés. De même que la lumière d'étoiles mortes depuis longtemps parvient encore jusqu'à nous, celle de théories invalidées à plusieurs reprises par les faits continue de nous éclairer. Une société composée de fous rationnels serait une société impitoyable où la défiance serait généralisée et la peur omniprésente.

Ce livre est une invitation au voyage à travers les territoires que nous avons entre-aperçus dans les jeux d'ombre et de lumière des crises qui se sont succédé depuis 2007-2008 : la crise de la théorie économique, la crise financière mondiale, la crise bancaire et celle des dettes souveraines – apparemment spécifiquement européennes –, et la crise de nos systèmes de mesure.

Les crises européennes constituent une allégorie des problèmes que nous peinons à résoudre lorsque nous plaçons les lampadaires à de mauvais endroits. Peut-on résoudre

un problème politique – d'ordre constitutionnel – par des mesures essentiellement économiques ? Une monnaie peut-elle subsister longtemps sans souverain ? Certes, l'Europe est une enfant de l'économie, mais elle est une orpheline de la politique ; de là son désarroi. Faut-il rechercher la soutenabilité de la dette publique aux dépens de la soutenabilité du développement, et en particulier du développement humain ? Une Union monétaire peut-elle s'accommoder longtemps de stratégies de dévaluations (réelles) compétitives ?

Une allégorie, disais-je, qui met en évidence toutes les actions que l'on peut entreprendre, que l'on a entreprises et que l'on continue d'entreprendre à la lumière d'une étoile morte. John Quiggin parle de « *zombie economics*[1] » pour désigner cet étrange ensemble d'idées mortes qui errent toujours parmi nous. Mais il y a quelque chose de plus profond qui nous empêche de nous en débarrasser pour les exposer au musée des sciences, quelque chose d'essentiellement politique qui continue d'animer implicitement tous nos débats : la défiance pour la démocratie, la peur que le suffrage universel ne conduise à une trop grande égalité. Si la pensée dominante croit que la régulation par le marché est toujours supérieure à la régulation par l'État, c'est bien en raison de cette défiance. Comme l'écrit Pierre Rosanvallon, « [la] représentation de la société comme marché trouve son plein épanouissement dans l'école écossaise du XVIII^e siècle et tout particulièrement chez Adam Smith. La conséquence essentielle d'une telle conception réside dans le fait qu'elle se traduit dans un refus global du

1. Cf. John Quiggin, *Zombie Economics. How Dead Ideas Are Still Walking Among Us*, Princeton University Press, 2010.

politique. Ce n'est plus la politique, le droit et le conflit qui doivent gouverner la société, c'est le marché. De ce point de vue, Adam Smith n'est pas tant le père fondateur de l'économie politique que le théoricien du dépérissement de la politique [1] ». Comment, sinon, expliquer que nous continuions à nous en remettre aux vertus du marché alors même que nous sommes instruits de leurs défaillances ? La crise financière aurait dû nous faire comprendre à quels malheurs leurs dysfonctionnements pouvaient nous conduire. N'avons-nous rien appris pour continuer d'affirmer que seule la compétitivité importe et que des marchés plus libres feront le reste ?

Il est quelque peu désespérant de mettre en regard les préconisations de politique économique d'aujourd'hui et celles qui étaient faites dans les années 80 et 90. À une poignée de variantes près, ce sont les mêmes. Il ne se serait donc rien passé d'important dans l'histoire récente qui aurait pu nous conduire à changer nos recettes : ni l'exubérance irrationnelle des marchés financiers, ni le risque d'implosion de l'Europe auquel nous nous sommes imprudemment exposés, ni l'extrême inégalité qui touche nos sociétés, ni même les printemps arabes ou la catastrophe nucléaire au Japon. Le bégaiement de nos recommandations tranche avec le caractère radicalement nouveau du monde dans lequel nous sommes entrés.

Si nous n'avons pas pris la mesure de ces changements, c'est peut-être parce que nous manquons… de systèmes de mesure adéquats. L'attention extrême que nous portons à la croissance du PIB par habitant comme mesure de toute

1. Pierre Rosanvallon, *Le Libéralisme économique. Histoire de l'idée de marché*, Seuil, 1989.

chose est-elle fondée ? Le chiffre de la croissance ne nous dit rien de ce qu'il advient des sociétés, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une moyenne qui ne reflète pas le sort du plus grand nombre. Le bien-être devrait être notre fin ultime, et ce n'est pas parce que nous ne savons pas encore le mesurer correctement que nous devons le sacrifier aux objectifs que nous croyons savoir mesurer. Il est absolument évident que ce que nous mesurons, ou choisissons de mesurer, exerce une influence décisive sur nos actions. L'arithmétique est politique, comme le disait William Petty il y a bien longtemps [1]. Nous ne sommes pas aussi démunis qu'il y paraît, car nous en savons beaucoup sur les déterminants du bien-être et les moyens de les mesurer. Nous avons aussi compris ce qui affecte la soutenabilité du développement économique et social, et la raison pour laquelle la recherche d'un tel objectif est une condition du progrès social : la soutenabilité permet de redonner de l'avenir à un futur que nous percevons sombre.

Le moment est venu d'évaluer les conséquences des politiques que nos gouvernements conduisent sur ces deux objectifs majeurs : le bien-être et la soutenabilité. Je m'y essaie dans ce livre, en montrant à quel point des mesures qui poursuivent les objectifs traditionnels de la politique économique peuvent avoir des effets délétères sur d'autres objectifs, de fait ceux qui importent le plus pour nos sociétés. En particulier, les politiques d'austérité menées actuellement en Europe me paraissent affecter négativement et le bien-être, et la soutenabilité.

1. William Petty, *Political Arithmetic* (*Essais d'arithmétique politique*), approx. 1676, publication posthume en 1690.

La déraison et l'aveuglement ont progressivement construit le monde peu hospitalier dans lequel nous vivons aujourd'hui. Nous continuons pourtant d'agir, à quelques exceptions près, comme si nous nous trouvions dans le monde d'avant, comme si les crises successives que nous venons de traverser n'étaient que des parenthèses appelées à se refermer au plus vite.

Peut-on encore honnêtement croire à cette chimère ?

Chapitre 1
La théorie à la renverse

Nous avons été surpris, en peu de temps, par le tour qu'ont pris les événements. Aucun économiste, *ex ante*, n'avait prévu la crise financière, même si beaucoup ont prétendu *ex post* l'avoir fait. En revanche, un nombre non négligeable d'économistes – bien que très minoritaires – soulignaient depuis plusieurs années les risques inhérents au fonctionnement des marchés financiers et à leur exubérance. Il est très difficile de prévoir les ruptures, et surtout le moment où elles se produiront, même lorsqu'on sait que la situation est fragile et que le moindre événement peut nous faire basculer dans l'instabilité. Que se serait-il passé si le gouvernement américain avait empêché la faillite de la banque Lehman Brothers ? Que serait-il advenu de la crise des dettes souveraines en Europe si le Conseil européen, au lieu de se contenter de demi-décisions, avait choisi dès le premier trimestre 2010 de garantir la dette de la Grèce ?

Notre difficulté à prévoir la chronologie des événements vient à la fois de l'incomplétude de notre savoir et du fait

que ces derniers sont déterminés par l'interaction entre des décisions privées et des décisions publiques. Nous sommes confrontés à une incertitude vraie au sens de Knight [1] qui nous empêche d'appréhender le futur par quelque formule mathématique que ce soit. Cette limitation n'est pas propre à l'économie. Les catastrophes naturelles échappent le plus souvent à la prévision, comme nombre de phénomènes physiques. De même, dans l'ordre du politique, nous n'avons pas vu venir les révolutions dans le monde arabe, malgré la sophistication des agences de renseignement à la disposition des gouvernements.

Il est deux conceptions de la connaissance en économie qui donnent naissance à deux doctrines différentes, si ce n'est opposées. Selon la première, aujourd'hui dominante, le futur est probabilisable, ce qui signifie que le calcul mathématique permet d'une certaine façon d'en percer le mystère. Nul besoin de tenter de le surdéterminer par des actions collectives : au mieux elles n'auront aucun effet, au pire elles le rendront moins hospitalier. On comprend que cette conception soit au fondement du libéralisme, du primat de l'économie de marché. Mais on comprend aussi qu'elle ne puisse s'accommoder que d'un monde sans crises : si l'on sait à l'avance que la route va être interrompue par un obstacle, plutôt que de s'y fracasser, on cherchera à le contourner. En ces temps de fortes turbulences, de succession rapide de crises ou de réémergence de la même crise sous d'autres visages, je pensais naïvement que cette vision du monde avait vécu. J'y reviendrai.

1. C'est-à-dire qu'aucun calcul de probabilité ne permet d'évaluer. Elle est donc non mesurable, à la différence du risque. Cf. Frank Knight : *Risk, Uncertainty and Profit*, 1921, Boston, Houghton Mifflin.
http://www.econlib.org/library/Knight/knRUP.html

Selon l'autre conception, au contraire, l'incertitude – l'impossibilité de décrire le futur par quelque mathématique que ce soit – est inhérente au système dans lequel nous vivons, à son fonctionnement même. Dans le présent se « trament » en permanence des innovations dont les autres acteurs de l'économie ne peuvent avoir connaissance, et le futur est le lieu privilégié de l'émergence du nouveau, de l'impensable *a priori* précisément parce que nouveau, dirait La Palisse. Dans ce monde de transition vers l'inconnu, il faut bien quelques phares et balises pour éviter le chaos, et quelques actions collectives pour y remédier s'il s'installe. Il faut aussi savoir où nous voulons aller, afin de non pas éliminer, mais réduire l'incertitude. Et, pour cela, nous devons comprendre d'où nous partons, le chemin qui nous a conduits là où nous nous trouvons. En bref, la première conception est a-historique, la seconde au contraire ancrée dans l'histoire.

Mais avoir du mal à prévoir les ruptures ne signifie en aucun cas qu'on ne puisse les expliquer, ni concevoir des politiques qui permettent de remédier à leurs conséquences. Le paradoxe de notre temps est que l'on continue à essayer de résoudre les crises que nous vivons en fouillant dans la boîte à outils d'une théorie qui évacue structurellement toute possibilité de rupture. Avant la crise, on disait que, parce que l'économie de marché est fondamentalement stable, les gouvernements devaient se garder de toute interférence et limiter leur action à assurer la stabilité des prix, l'équilibre budgétaire et la concurrence. Or que dit-on après la crise ? La même chose, comme le montrent la marche forcée de l'Europe vers l'équilibre budgétaire, la réforme structurelle (censée accroître le degré de concurrence sur les marchés) et l'emphase avec laquelle est louée

l'indépendance de la BCE, que l'on cantonne dans sa mission de stabilisation des prix [1].

Un conte pour enfants

Je m'interroge depuis longtemps sur les raisons qui poussent une majorité d'économistes, dont certains parmi les meilleurs, à investir leur intelligence dans la construction de théories dont la complexité le dispute à l'inutilité. Non qu'il faille avoir une conception utilitariste de l'économie – l'essentiel est qu'une théorie permette de comprendre le monde, non de le transfigurer pour en faire un adversaire à notre taille. Si je pars des hypothèses que, d'une part, la rationalité permet de résoudre tous les problèmes du monde et que, d'autre part, dans le champ de l'économie, l'homme est un individu rationnel, je définis une science où la recherche ne permet pas de progresser, puisqu'elle n'a aucun problème à résoudre.

Une bonne allocation des ressources exigerait que ces économistes s'emparent d'une autre discipline, au lieu de nous répéter que, le « malade » étant en bonne santé, aucune médecine ne devrait lui être administrée ; ou que – autre version du même message –, si le malade n'est pas imaginaire, c'est parce qu'on a voulu le guérir (en laissant l'État intervenir) alors qu'il était bien portant. C'est la conclusion de la théorie de l'équilibre général concurrentiel (telle que ceux qui ne l'ont pas lue l'ont interprétée) ; c'est aussi celle de la théorie dynamique de l'équilibre général intertemporel, et de la plupart des théories « nouvelles »

1. Ou encore les grosses voix qui s'élèvent dès que la BCE semble devenir moins orthodoxe.

qui ont fait florès depuis les années 70 [1]. Ces théories sont esthétiques et exigent du chercheur qu'il accomplisse des prouesses formelles, d'où leur pouvoir d'attraction sur les jeunes doctorants. Peu importe qu'elles n'éclairent que la plus improbable des réalités, rejetant dans l'obscurité celle d'un monde beaucoup moins harmonieux.

Au commencement, donc, est la rationalité des agents couplée à l'efficience des marchés, et à la fin le meilleur (ou le moins mauvais) des mondes économiques possible [2]. Pour aller à l'essentiel, on peut résumer en quelques propositions les conclusions de ce conte pour enfants.

– Oubliant ou tenant pour acquises toutes les hypothèses de la théorie de l'équilibre général concurrentiel, les nouvelles théories macroéconomiques prennent pour vérité d'évidence sa conclusion : *un système régi par la concurrence parfaite entre agents rationnels atteint spontanément un équilibre de plein emploi qui est de surcroît un optimum social*. On entend souvent un discours similaire au café du commerce : si seulement l'État ne nous mettait pas de bâtons dans les roues, ne concevait pas de législations aussi complexes, nous laissait agir librement, que l'économie serait belle !

– Il n'y a pas de chômage au sens où vous et moi l'entendons (des personnes qui cherchent un emploi mais

1. Ces théories sont essentiellement l'œuvre de la « nouvelle école classique », dont le nom est censé rendre hommage à l'école prékeynésienne – il s'agit en fait d'un abus de langage, puisque cette dernière est connue sous le nom d'« école néoclassique » !

2. Vous dormez sur vos deux oreilles, disait en substance Paul A. Samuelson aux habitants de grandes agglomérations dans son célèbre manuel, *Economics* (publié la première fois en 1948), parce que vous savez que demain vous pourrez vous procurer tout ce qui est nécessaire à votre subsistance et à l'agrément de votre vie : pain, lait, autres aliments, services divers, etc. Pourquoi êtes-vous si sûrs de cela ?

n'en trouvent pas). Il faut en effet distinguer le chômage mesuré du chômage involontaire. Lorsque le premier augmente, cela peut signifier seulement que le nombre de personnes qui ne souhaitent pas travailler aux conditions courantes du marché augmente. Car la définition du chômage implique un élément comportemental, donc subjectif : le fait d'être activement à la recherche d'un emploi. Cet élément ne peut être mis au jour que par des enquêtes, et les réponses aux enquêtes peuvent être diversement interprétées. Le chômeur se donne-t-il vraiment du mal pour retrouver un emploi ? Si tel est le cas, n'est-il pas trop exigeant quant aux conditions matérielles du travail qu'il est susceptible d'accepter ? Et n'est-ce pas notre sollicitude à son égard qui accroît son degré d'exigence ? En nombre de pays, ces doutes ont conduit à durcir les législations sur l'indemnisation du chômage : si un chômeur refuse plus de x emplois (généralement deux ou trois), il perd ses droits à allocation. En d'autres termes, la thèse selon laquelle les variations du chômage mesuré seraient volontaires a fini par influencer jusqu'au régime d'assurance-chômage. Le doute s'est installé, menant à se demander si le chômeur veut vraiment travailler ou s'il se complaît « rationnellement » dans une paresse indemnisée.

– L'inflation n'est pas vraiment un problème : elle ne devrait avoir aucun effet sur l'activité économique réelle, les agents économiques étant capables de l'anticiper rationnellement. La politique monétaire peut chercher à les induire en erreur pour, par exemple, réduire le chômage mesuré [1]. Toutefois, non seulement une telle

1. Une baisse des salaires réels (le rapport entre le salaire et le niveau général des prix) accroît la demande de travail et donc l'emploi, ou, ce qui revient au même, réduit le chômage. Une telle baisse peut être engendrée par une « surprise

politique serait sous-optimale, puisqu'elle n'aurait d'effet que si les individus agissent dans un sens qu'ils ne souhaitent pas, mais de surcroît son effet ne serait que de très courte durée, puisque les agents économiques révisent leurs anticipations d'inflation en observant l'action des autorités monétaires. Tout compte fait, pour éviter qu'un tel jeu sans enjeu se poursuive, il est préférable de confier la gestion de la politique monétaire à une banque centrale indépendante dont la mission serait d'assurer la stabilité des prix.

– Les fluctuations économiques sont toujours la conséquence de réactions volontaires et rationnelles des agents économiques. Dans la version monétaire de la théorie, que l'on pourrait qualifier de « modérée », une difficulté à déchiffrer certains signaux de marché peut conduire à des réactions erronées. Par exemple, un salarié peut réduire son offre de travail (faire moins d'heures supplémentaires) parce qu'il pense que le pouvoir d'achat de son salaire a baissé, alors qu'en réalité la variation de sa rémunération ne fait que refléter celle de l'inflation. Mais comme ses anticipations sont rationnelles, il aura tôt fait de corriger cette erreur de prévision. Dans cette version, les fluctuations économiques ne sont pas optimales, mais il serait vain de tenter d'y remédier par la politique économique, car celle-ci contribuerait à accroître davantage la confusion des signaux. Dans la version réelle de la théorie, dite « théorie du cycle réel », les agents réagissent

d'inflation », c'est-à-dire une action de la Banque centrale pour augmenter inopinément les prix afin de déjouer les anticipations des salariés. Mais ces derniers finiront par percevoir que leur pouvoir d'achat a baissé et demanderont des augmentations compensatrices de salaire. Le chômage retournera alors à son niveau initial.